

POLITIQUE RÉTRO

societe.union@sonapresse.com

Brèves

Par CM

11 JUIN 2020 :

Décès de l'ancien Premier ministre, Franck Emmanuel Isoze Ngondet, des suites d'une crise d'asthme, à Libreville, à l'âge de 59 ans. Il avait été chef du gouvernement de septembre 2016 à janvier 2019.

5 NOVEMBRE 2020 :

Décès de l'ancien ministre de la Santé et des PME, Fidèle Mengue Mengouang, dans la capitale gabonaise. Professeur agrégé en droit public, Fidèle Mengue M'Engouang était un universitaire de haut vol reconnu par la communauté scientifique nationale et internationale.

27 NOVEMBRE 2020 :

Décès de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Marcel Éloi Rahandi Chambrier, à Libreville, à l'âge de 87 ans. Premier docteur en médecine gabonais, Marcel Éloi Rahandi Chambrier a également ouvert la première polyclinique privée du Gabon, au quartier Montagne-Sainte de la capitale gabonaise. Plusieurs fois membre des gouvernements du président Omar Bongo Ondimba, il fut l'un de ses plus fidèles serviteurs.

DU 5 AU 7 DÉCEMBRE 2020 :

2e congrès de l'Union nationale. Un congrès ordinaire de trois jours qui n'aura pas pu trouver de successeur au président actuel de l'UN, Zacharie Myboto. L'élection du nouveau directoire du parti a été reportée dans trois mois.

8 DÉCEMBRE 2020 :

Démission du ministre de l'Économie et de la Relance, Jean-Marie Ogandaga.

29 DÉCEMBRE 2020 :

Adoption par le Congrès du Parlement du projet de loi portant révision de la Constitution.

CEEAC : mission réussie pour Ali Bongo Ondimba

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

SUR le plan diplomatique, l'année qui s'achève restera comme celle de l'aboutissement heureux du processus de la réforme institutionnelle de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) piloté par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba.

Mandaté par ses pairs de la sous-région, en mai 2015, à N'Djamena, lors du 16e sommet ordinaire de la conférence des chefs d'État et de gouvernement, de mener à bien la réforme institutionnelle de la CEEAC, le numéro un gabonais s'est pleinement acquitté de cette tâche. Ce qui s'est traduit par l'entrée en vigueur, le 28 août dernier, du Traité révisé signé le 18 décembre 2019 à Libreville. Et surtout par l'érection d'une Commission, en lieu et place d'un secrétariat général devenu inopérant au fil des années. C'est ainsi qu'en septembre dernier, conduit par l'Angolais Gilberto Da Piedade Verissimo, les six autres membres de la Commission de la CEEAC prenaient officiellement leurs fonctions, après avoir prêté serment devant le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, alors président en exercice de la CEEAC.

Une nouvelle page de cette organisation sous-régionale s'ouvrait donc avec, en ligne de mire, pour le nouvel exécutif, la mise en place des organes prévus par le Traité révisé, l'actualisation des textes régissant la CEEAC. Mais au-delà, devenir véritablement un vecteur de l'intégration sous-régionale en venant à bout des différents obstacles qui, jusque-là, ont entravé la matérialisation des vœux formulés par les pères fondateurs, dans la capitale gabonaise, en octobre 1983. Bref, c'est donc avec le sentiment du devoir accompli qu'en novembre dernier, lors de la tenue, à Libreville, de la 18e Session ordinaire de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC qu'Ali Bongo On-



Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, transmettant le témoin à son homologue congolais, Denis Sassou Nguesso.

dimba a transmis le témoin à son homologue congolais, Denis Sassou Nguesso.

Dans cette perspective, les dirigeants de la sous-région, conscients de la nécessité de

consolider l'œuvre de leur frère et ami Ali Bongo Ondimba, ont dégagé une parfaite unanimité lors des assises de Libreville. En adoptant, dans un esprit constructif et consensuel,

le rapport du Conseil des ministres et en décidant d'allouer à la Commission des moyens financiers afin de lui permettre de remplir convenablement ses missions, etc.

Ossouka Raponda, première femme locataire du 2-Décembre

J.K.M
Libreville/Gabon

LE 16 juillet dernier, Rose-Christiane Ossouka-Raponda, 56 ans, devenait la première femme à diriger un gouvernement dans notre pays. Militante du Parti démocratique gabonais (PDG), elle est également, à ce jour, la seule Gabonaise à avoir présidé le Conseil municipal de Libreville. Diplômée de l'Institut de l'économie et des finances (IEF), ancienne ministre du Budget et de la Défense nationale, femme au caractère bien trempé, elle a obtenu la confiance des députés, en septembre, au terme de son discours de politique générale. Ce, conformément aux dispositions de l'article 28a de la Constitution. Face à la Représentation nationale, elle s'est engagée à œuvrer essentiellement à l'amélioration



La cheffe du gouvernement, Rose-Christiane Ossouka Raponda, lors de sa prestation de serment.

des conditions de vie des populations et à la relance de l'économie nationale largement impactée par la crise sanitaire actuelle et par la dégradation des cours du baril du pétrole, principale source de recettes budgétaires de l'État. Depuis sa prise de fonction, elle a impulsé sa "méthode et son style", qui se caractérisent par l'organisation régulière des Conseils de

cabinet interministériels au cours desquels les membres du gouvernement, à tour de rôle, déclinent leurs actions à court, moyen et long termes. Histoire d'évaluer de manière objective et fréquente les initiatives des membres de son équipe, tel que voulu par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Rien ne semble la dévier du cap fixé par le numéro un gabonais.